

*Mitterrand et les Françaises. Un rendez-vous manqué de Jane Jenson et Mariette Sineau, Paris, Presses de la fondation nationale de sciences politiques, 1995, 390 p.*

Chantal Maillé

Numéro 27, printemps 1995

L'élection fédérale canadienne de 1993

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/040381ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/040381ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

1189-9565 (imprimé)

1918-6592 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Maillé, C. (1995). Compte rendu de [*Mitterrand et les Françaises. Un rendez-vous manqué* de Jane Jenson et Mariette Sineau, Paris, Presses de la fondation nationale de sciences politiques, 1995, 390 p.] *Revue québécoise de science politique*, (27), 249–253. <https://doi.org/10.7202/040381ar>

---

***Mitterrand et les Françaises. Un rendez-vous manqué.***  
de Jane Jenson et Mariette Sineau, Paris, Presses de la  
fondation nationale de sciences politiques, 1995,  
390 pages.

François Mitterrand est un personnage incontournable de la vie politique française des trente dernières années. Présenté comme une figure mythique par ses thuriféraires, l'homme occupe une place centrale dans l'histoire

contemporaine de la France. C'est toutefois à un bilan moins glorieux et radicalement critique de l'ère Mitterrand que nous convient Jane Jenson et Mariette Sineau dans leur dernier ouvrage. Elles concluent sans surseoir : «Le rendez-vous entre la république mitterrandonienne et les Françaises aura bel et bien été manqué» (p. 338).

Les auteures passent en revue l'ensemble des étapes de la carrière politique de François Mitterrand; leur démarche s'intéresse plus précisément au rôle de ce dernier dans l'avènement d'une certaine modernité au sein de l'Hexagone. Les promesses faites, dès 1965, d'étendre aux femmes les droits de la citoyenneté républicaine, de même que les mesures réellement prises en faveur des femmes sont au centre de l'entreprise: «Trente ans de politique mitterrandonienne à l'égard des femmes: tel est en fin de compte l'objet du livre» (p. 11). Cette tentative de dresser le bilan est formulée à partir d'une conception de la citoyenneté des femmes, laquelle permettra d'évaluer le parcours accompli sous les deux septennats socialistes. Pour Jenson et Sineau, l'accès à la citoyenneté égalitaire pour les femmes passe par leur individuation à l'extérieur de la famille. Mais, constatent-elles, malgré les idéaux mitterrandoniens à l'endroit de l'électorat féminin, la rupture entre femmes et familles ne sera jamais consommée.

Pourtant, le programme ambitieux de la gauche articulé entre 1971 et 1981 par le futur président de la République avait suscité tous les espoirs: le projet politique mitterrandonien reformulait la synthèse républicaine, entendant y intégrer non seulement les ouvriers, mais aussi les femmes (p. 23). Si le programme de Mitterrand à l'endroit des femmes ne lui vaut pas un appui inconditionnel de la part des féministes durant les années 1970, celui-ci saura néanmoins gagner leur appui pour l'élection de 1981 qui le porte au pouvoir. Six promesses sont alors faites aux femmes: l'égalité des chances devant l'emploi, l'égalité de rémunération, la reconnaissance d'un statut aux conjointes d'agriculteurs, de commerçants et d'artisans, la diffusion d'information sur la contraception et la révision des conditions d'obtention de l'interruption volontaire de grossesse, le respect de la dignité de la femme dans les images et représentations, et enfin l'aide aux femmes

divorcées, chargées de famille ou veuves. Le programme prévoit également la création de nouvelles places de crèches et l'instauration de la représentation proportionnelle aux élections législatives, régionales et municipales, réforme qui pourrait permettre d'augmenter les pourcentages de femmes élues. C'est donc sur la base de ce programme que Mitterrand reçoit l'appui de nombre de féministes: «1981 marque donc incontestablement un tournant dans l'histoire du féminisme radical en France, jusque-là en guerre avec toutes les formations politiques, celle d'Épinay comprise» (p. 136).

Après cette première partie de l'ouvrage consacrée à la montée vers le pouvoir du chef du PS, l'ouvrage évalue les années de pouvoir socialiste de 1981 à 1993. Cette deuxième partie de l'ouvrage est moins directement axée sur la personne de Mitterrand et s'attache principalement au bilan législatif de ses deux septennats. Jenson et Sineau rappellent cependant l'influence prépondérante du président de la République sur les choix exercés: «Devenu chef de l'État, celui-ci va certes influencer personnellement sur le cours de décisions politiques majeures: c'est lui qui arbitrera en faveur de la rigueur, en 1983, tournant qui sera si lourd de conséquences sur les chances objectives qu'auront les Françaises de devenir citoyennes à part entière» (p. 172).

Dès la prise du pouvoir, le gouvernement socialiste annonce des mesures importantes qui laissent espérer que les dossiers de condition féminine figureront parmi ses priorités. Un ministère des droits de la femme est créé dès 1981 et sa première titulaire, Yvette Roudy, bénéficie de l'appui des féministes françaises. Mais la collaboration sera brève. En 1983, le tournant de la rigueur pris par les socialistes a pour effet, entre autres, de reporter aux calendes grecques la mise en application de toute une série de mesures faisant partie du programme électoral des socialistes en 1981. Mitterrand lui-même est mis en cause dans cette nouvelle direction, laquelle aura comme conséquence de baillonner le rayon d'action du nouveau ministère confié à Yvette Roudy: «Les ambiguïtés sous-jacentes au discours de Mitterrand sur la citoyenneté des femmes vont très vite apparaître au grand jour. Le passage d'une volonté affichée et enthousiaste de promouvoir les droits des femmes à un discours prônant la

nécessité de faire taire les grands principes devant les nécessités de l'action va rendre excessivement fragile la position du ministère (des droits de la femme)» (p. 202-203).

Bref, le bilan de la politique socialiste à l'égard des femmes montre des phases successives et contrastées. À l'état de grâce où se sont conjugués dans l'harmonie les principes du PS et ceux du féminisme, succède trop rapidement une période «de gestion molle des questions de femmes, traitées non dans leur globalité, mais au contraire de façon parcellaire» (p. 207). Devant ce constat, Jenson et Sineau cherchent à explorer les causes de l'échec du féminisme d'État créé au début du premier septennat socialiste. Parmi les éléments explicatifs avancés, il s'en trouve un fondamental : c'est le glissement progressif du socialisme vers le néo-libéralisme qui a conduit à un changement majeur dans la façon dont François Mitterrand conceptualise les liens entre travail, autonomie et droits des femmes. «Les femmes figurent maintenant, comme d'autres, parmi les victimes désignées des restructurations» (p. 237).

Les choix économiques des socialistes sont mis en cause dans leur bilan législatif à l'endroit de la population féminine. Mais s'y superposent aussi des choix idéologiques; Jenson et Sineau écrivent que la politique familiale des socialistes sous Mitterrand n'a aucunement introduit de rupture avec les idéaux de la droite. C'est une politique modelée par les craintes liées au déclin démographique de la France, et «il n'y a pas eu véritablement rupture par rapport aux pratiques de la droite et aux représentations traditionnelles liant l'identité des femmes à leur identité de mère» (p. 264).

Le bilan proposé dans cet ouvrage montre également l'échec de la féminisation de la politique française. Malgré une tentative avortée d'introduire des quotas par sexes dans le système électoral, les institutions politiques françaises n'ont pas permis l'intégration des femmes et les socialistes n'ont pas livré la marchandise pour ce qui est d'une plus grande participation des femmes à la vie politique. Jenson et Sineau concluent que l'échec de l'expérience Mitterrand dans la réalisation de la citoyenneté pour les Françaises risque d'avoir un effet d'entraînement sur les priorités des gouvernements à

venir; la tentation est grande désormais d'affirmer que la cause des femmes est une affaire du passé (p. 346).

Tracer un bilan politique est inévitablement une entreprise qui suppose des choix au niveau des découpages, des angles d'analyse et qui oblige aussi à faire un choix au niveau des sources écrites. L'ouvrage de Jenson et Sineau est une brillante réussite. Il constitue une re-lecture importante de la période Mitterrand, re-lecture étoffée par une documentation impressionnante, provenant de sources multiples. Au-delà de la critique des années de vie publique d'un homme, l'ouvrage propose une chronique passionnante de la vie politique française des trois dernières décennies. Écrit dans un style alerte et clair, le livre est aussi d'une facture très soignée; les pages centrales reproduisent une série de photos où sont illustrés les moments-clés de la carrière politique de Mitterrand. Le bilan proposé dans ces pages permettra de mieux comprendre la partie qu'entend jouer le nouveau gouvernement de droite sur la question des femmes.

Chantal Maillé  
*Université Concordia*